

LA FIN DU CLIVAGE DROITE-GAUCHE ?

Par Dominique Lévêque

24-10-2018

"Qui voyait l'Assemblée ne songeait plus à la salle. Qui voyait le drame ne pensait plus au théâtre.

Rien de plus difforme et de plus sublime. Un tas de héros, un troupeau de lâches.

Des fauves sur une montagne, des reptiles dans le marais.

A droite, la Gironde, légion de penseurs; à gauche, la Montagne, un groupe d'athlètes."

Victor Hugo (Quatre-vingt-treize)

Les résultats et la manière dont se sont déroulées les élections de 2017 pourraient le laisser à penser. Et il est vrai qu'avec l'élimination de deux anciens Présidents de la République, trois anciens premiers ministres, et l'exclusion de la compétition des deux partis de gouvernements, Les Républicains et le Parti Socialiste, on peut se dire sinon que la messe est dite, du moins que c'est bien la fin d'une époque. Mais il ne suffit pas de décréter que le clivage droite-gauche est fini ou qu'il faut le dépasser.

En réalité, le clivage droite-gauche, certes quelque peu gélifié aujourd'hui, issu de l'histoire politique française, existe toujours, à ceci près qu'il n'est plus le critère premier de la grille d'analyse politique. La ligne d'affrontement passe ailleurs depuis le Big bang électoral de 2017. Les élections européennes devraient l'illustrer davantage encore.

Un nouveau clivage s'est surajouté, mettant en scène ceux qui sont ou se vivent comme « gagnants »-ouverts versus « perdants »-fermés. Il n'est pas douteux que le système politique français ait éclaté.

Mais plus que le clivage droite-gauche, c'est son contenu qui a explosé.

Encore faut-il l'admettre, ne pas se tromper sur les responsabilités - qui sont largement collectives et le fait de partis de gouvernement enkystés - et avoir la décence de refuser de s'en gargariser ou de raconter des fadaises aux Français.

A droites comme à gauches, il est souvent avancé chez les nostalgiques du temps où le fonctionnement du système politique s'organisait autour du clivage gauche-droite, que c'est Emmanuel Macron qui est responsable de son affaissement, non seulement cela, mais qu'il l'a organisé, en même temps qu'ils nous affirment qu'il s'agit là d'un phénomène conjoncturel, qu'il va y avoir un retour de balancier, le système actuel devant nécessairement être bipolarisé pour fonctionner normalement. Cette analyse est des plus fantaisistes et nous paraît assez curieuse venant de responsables de partis qui n'ont pas été les derniers à dévitaminer jusqu'à le faire se volatiliser ce clivage structurant de notre 5^{ème} république et plus encore à une époque où ni Emmanuel Macron ni LaREM n'existaient.

Elle est de surcroît doublement fautive, si l'on veut bien admettre que le « phénomène Macron » n'est pas la cause mais le symptôme et la conséquence de la déliquescence du clivage gauche-droite. Si l'on veut bien considérer que ce clivage, qui structurait jusque-là les relations entre les partis politiques, ne retrouvera pas, dans un avenir prévisible, sa capacité à organiser le fonctionnement du système politique.

D'abord parce qu'il a été rejeté par les électeurs en 2017 et que ni Marine Le Pen, ni Jean-Luc Mélenchon, qui dominent actuellement les droites et les gauches n'en veulent. Sans compter que le « Ni droite ni gauche » est aussi un slogan que l'on retrouve au centre. Soulignons un autre fait qui remet les yeux en face des trous : la portion de l'électorat qui choisit des candidats se situant par rapport au clivage gauche-droite représente aujourd'hui une portion congrue, au mieux un quart des électeurs et électrices. Enfin, on ne peut pas exclure que la décomposition-recomposition actuelle du système des partis, produite par des années de confusionnisme idéologique et d'expérimentations diverses de nomadisme politique, visibilisée par les réalignements électoraux en cours, ne débouche sur une re-bipolarisation différente de celle qui se structurait hier autour du clivage gauche-droite.

En réalité, la recomposition politique, conséquence de la décomposition idéologique des partis de gouvernement de ces dix dernières années, n'est en fait que la mise en conformité du paysage électoral avec le processus de fragmentation dans lequel la France est engagée depuis ces dernières décennies, depuis grosso modo 1995.

Souvenons-nous que la période qui a précédé l'élection d'Emmanuel Macron a montré que les deux grands partis de gouvernement subissaient et des tensions internes croissantes et une difficulté de plus en plus grande à dominer leur propre camp. Le quinquennat Hollande s'est soldé par une auto-destruction du PS comme parti de gouvernement. La Primaire élargie du PS de 2017 et les mois qui ont suivi ont apporté la confirmation que les deux gauches qui le composaient s'ingéniaient vraiment à être « irréconciliables ».

À droite, la primaire de LR et du centre avait pareillement montré que les juppéistes et les sarkozystes représentaient dorénavant deux droites très différentes. Surtout, à l'extrême droite, le FN a réussi, dès les élections européennes de 2014, à dépasser le parti « gaulliste ». Avant même le premier tour de 2017, la position dominante des deux grands partis qui alternaient au pouvoir depuis 1981 était menacée. L'unité, à gauches comme à droites, semblait donc sinon difficile à reconstruire.

Au point qu'il ne fut même plus possible d'en maintenir l'illusion.

Une chose est de vouloir en finir avec la bipolarité de la vie politique française, après on sent bien qu'il ne suffit pas qu'elle soit annoncée, elle pourrait très vite reprendre ses droits si un autre schéma, un projet alternatif, n'était pas très vite proposé et accepté par les Français, qui prennent en compte précisément cette fragmentation de la société française.

Qui peut douter par ailleurs de la persistance de ce clivage dans l'imaginaire des Français, même s'il se confirme lors des prochaines échéances électorales qu'ils ont envie d'autre chose ?

Cette notion a certes changée, elle a été profondément bousculée depuis 25 ans au fil des alternances et on ne compte plus les sondages qui mesurent la tendance à la hausse, année après

année, du nombre de sondés qui considèrent « les notions de droite et de gauche sont dépassées ». Le fait est qu'au fil de ces mêmes années, la gauche et la droite leur ont semblé se distinguer de moins en moins sur les enjeux les plus importants. Sans que l'on sache jamais exactement si les électeurs se réjouissent du caractère obsolète du clivage ou le regrettent en regard de cette espèce de grande « cousinade » qu'est devenue la politique française. Qui ne voit que sur le long cours ce clivage droite-gauche a surtout été marqué par une crise de l'offre politique plus que par une crise de la demande électorale ? En réalité, depuis les Européennes de 1994, une chose persiste, c'est qu'une fraction non négligeable de la population n'est pas essentiellement consensuelle et continue de chercher désespérément une traduction politique. Ce clivage a pris un contenu différent depuis 1789 et le XIX^e siècle.

De nouveaux clivages ont émergé à la faveur du Traité de Maastricht qui a vu se dessiner une opposition entre les défenseurs de l'Etat-Nation et les partisans de la construction européenne. Ensuite, une autre césure a été testée entre ce qui serait les « démocrates » soucieux de respecter les rythmes de la société et les « républicains » désireux de prendre à bras le corps les questions de moment. Un troisième clivage a surgi depuis lors, un tantinet plus primaire : celui qui prétendait transposer sur le plan politique la hiérarchie sociale verticale définie autour de la dualité élites-peuple ou classes moyennes-classes populaires.

En 1995, Jacques Chirac misa sur la prégnance de ces clivages alors émergents.

Une autre option fut celle du « juste milieu » accréditée par Lionel Jospin déclarant qu'il serait le candidat du « bon rythme » entre un Balladur jugé immobile et un Chirac sur tous les fronts. On se souvient de ce qu'il en fut de cet objectif d'incarner une gauche moderne et modérée, en donnant à voir un « président-citoyen » plutôt que de se risquer à braquer les intérêts dominants. On se souvient de cette stratégie basée sur la (re) conquête d'un électorat centriste.

Résultat : le premier tour de la dernière présidentielle confirme les tendances à l'œuvre.

Le score du candidat PS est passé entre 2012 et 2017 de 28,6% à 6,4%, marquant ainsi la fin du PS comme parti dominant à gauche alors que Jean-Luc Mélenchon, le candidat de LFI (candidat Front de gauche en 2012), grimpa de 11,1 à 19,6%. Le score du candidat UMP/LR a baissé dans le même temps de 27,2 à 20% tandis que celui de la candidate du FN/RN progressait de 17,9 à 21,3%, marquant la fin à la domination de LR sur la droite.

Avec une première historique : les deux partis de gouvernement se retrouvent exclus du second tour. L'observation des itinéraires de vote entre les premiers tours de 2012 et 2017 montre accessoirement que la nouvelle configuration des candidatures due à la présence d'Emmanuel Macron et la crise des deux partis de gouvernement ont permis aux tendances centrifuges latentes au sein des électorats de ces deux partis de s'exprimer électoralement (Cf. l'enquête Cevipof/Ipsos de 2017 qui a mesuré l'ampleur des changements électoraux individuels entre les deux élections).

Qui ne voit que nous assistons à la fin d'un cycle historique ?

Le PS subit le sort qu'a connu le Parti radical après la Seconde Guerre mondiale. Ni la synthèse mitterrannique ni la "gauche plurielle" de Lionel Jospin n'ont pu durablement masquer ses incohérences idéologiques internes depuis le milieu des années 90, aggravées par un défaut de travail idéologique mis en jachère par le PS après 2002.

Les piliers de la gauche - l'horizon du progrès, la mission historique de la classe ouvrière, l'appropriation collective des moyens de production et la vision rousseauiste de l'homme - se sont désintégrés. Elle s'est alors largement rabattue sur ce que l'on pourrait appeler le "gauchisme culturel", comme un facteur central d'identité, juxtaposé à la question sociale dans la plus grande confusion. Il ne faudra sans doute pas attendre longtemps avant de voir les gauches s'ingénier à la faveur des élections européennes à achever leur tentative de suicide de 2017, en manœuvrant de telle sorte que la gauche ne soit vraiment plus un espoir et même plus un regret ensuite.

Car enfin, ou sont les consciences de gauche, les consciences à gauches ?

On peut douter que ce soit dans les marécages conspirationnistes de ceux qui se posent en premiers opposants à Emmanuel Macron (Jean-Luc Mélenchon et LFI) pour se placer au cœur du jeu politique. Au passage, le « Moi Mélenchon » hurlé lors de la perquisition de leurs locaux prend un peu plus de surface encore. Ce faisant, Jean-Luc Mélenchon et LFI donnent de la légitimité à des schémas conspirationnistes particulièrement périlleux dans la période.

C'est d'une inconscience folle. Tout serait sous le contrôle direct et implacable d'une volonté unique cachée. Mélenchon n'a de cesse de nous annoncer que le siège du Spectre serait à l'Élysée. Comment peut-il ne pas voir que ce jeu est extrêmement dangereux ?

Car les théories du complot sont aujourd'hui en train de tout empoisonner, sur l'Internet et dans les réseaux sociaux, sur la critique sociale, en remplaçant la critique des logiques structurelles d'inégalité, de domination et de discrimination, par la focalisation sur les supposées manipulations cachées propres à quelques individus puissants. On croyait l'utilisation des thèses complotistes l'apanage de l'extrême droite pour surfer sur l'air du temps ultra-conservateur. LFI lui emboîte le pas. Marine Le Pen a d'ailleurs avancé sur Twitter une défense de LFI après les récentes perquisitions à son siège, empruntant une fois de plus au conspirationnisme.

Moyennant quoi, Mélenchon illustre juste sa rupture avec ses propres idées et avec l'individualisme démocratique pour tous et l'autogouvernement des peuples. Et choisit de ne nous donner à voir de lui que l'autopromotion élitiste de l'individualité du seul chef et le gouvernement du peuple par le même chef. Il est permis de le regretter tant on sait par ailleurs les capacités de l'homme politique, l'un des rares à avoir une intelligence historique d'enjeux politiques du moment présent et l'un de ceux à avoir su susciter à gauche des espoirs de rénovation de la politique à la faveur de ses candidatures lors des Présidentielles de 2012 et 2017.

Les perquisitions auraient pu faire converger une volonté positive autour de la cause réformatrice d'une justice délivrée de la tutelle du pouvoir politique. Les réactions de Jean-Luc Mélenchon l'ont rendu impossible.

Le résultat est que les gauches continuent à s'autodétruire.

Au-delà de ce fait divers, il faut surtout bien prendre conscience que les notions de gauche et d'émancipation pourraient devenir de simples objets folkloriques. Car il n'y a pas de nécessité en histoire, et ce qui est né au XVIIIe siècle peut bien dépérir aujourd'hui.

Il reste, comme appuis à l'espérance, les engagements associatifs locaux, les luttes syndicales, les engagements citoyens, des expériences alternatives, l'économie sociale et solidaire, la dialectique des attentes et des déceptions citoyennes, en particulier parmi ces sympathisants de gauche qui incarnent « la gauche mélancolique », qui rêvent encore d'autres gauches possibles, et si possible d'une nouvelle gauche. Il reste enfin la volonté de toutes celles et de tous ceux - et ils ne sont pas les moins nombreux - qui entendent repenser et re-pratiquer la politique. Il reste également que le Président peut se révéler plus bienveillant qu'il ne l'a été jusqu'à présent pour les catégories populaires et décide de gouverner un peu moins au centre comme il donne l'impression de le faire jusqu'à maintenant. Cependant qu'un déclic pourrait se produire qui amènerait LaREM (qui a un énorme boulot idéologique et organisationnel devant elle si elle veut persister dans le temps) et le gouvernement à marcher enfin sur leurs deux jambes.